

Association des maisons de jeunes de Tenay, Tenay (Ain);
 Association des maisons de jeunes de Bompertuis, Bompertuis (Isère);
 Association des maisons de jeunes de Genas-Azieu, Genas (Isère);
 Association des maisons de jeunes d'Heyrieux, Heyrieux (Isère);
 Association des maisons de jeunes d'Orbagna, Orbagna-Beaufort (Jura);
 Association des maisons de jeunes de la Savoie, Chambéry (Savoie), 5, rue Claude-Martin;
 Association des maisons de jeunes de Corps, Corps (Isère);
 Association des maisons de jeunes de la Terrasse, La Terrasse (Isère);
 Association des maisons de jeunes de Vizille, Vizille (Isère);
 Comité de désœuvrement de la jeunesse et Club omnisport d'Hirson, Hirson (Aisne);
 Foyer communal de la jeunesse de Marissel-lès-Beauvais, Marissel-lès-Beauvais (Oise);
 L'Élan des jeunes de l'Eure, Évreux (Eure), 76, rue Joséphine;
 Comité départemental de gestion de Seine-et-Oise, Versailles (Seine-et-Oise);
 Centre social de la jeunesse vincennaise, Vincennes (Seine), 56, rue de Fontenay;
 Centre social des jeunes de Rosny-sous-Bois, Rosny-sous-Bois (Seine), 7, rue de Paris.

ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTS.

Examens et concours.

Diplôme de maître
 d'éducation physique et des sports.

1482. Arrêté du 25 juillet 1945.
 (Vu D. 17-3-1945, D. 30-3-1945.)

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert, en 1945, une session complémentaire du diplôme de maître d'éducation physique et sportive (1^{re} partie) et du concours d'admission au collège national de moniteurs, réservée exclusivement aux candidats.

Art. 2. — Les épreuves de cet examen seront celles définies par l'arrêté du 30 mars 1945.

Maison cantonale de la jeunesse de Montbazou (Indre-et-Loire), 10, rue Emmanuel-Brault;
 Association des cercles d'études sociales, Angers (Maine-et-Loire), 2, rue Litaudière;

Jeunesse tourangelles au grand air, Tours (Indre-et-Loire), 27, rue Jules-Simon;

Association de coordination des arts et loisirs de Chartres, Chartres (Eure-et-Loir), cloître Notre-Dame;

Centre social de la jeunesse de Vierzon, Vierzon (Cher), 10, rue de la République;

Commission administrative des centres sociaux de la jeunesse de la région de Poitiers, Poitiers (Vienne), 8, rue Riffault.)

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté du 9 janvier 1945 sont modifiés comme suit :

« En remplacement de Mlle Andrée Laforet, appelée à d'autres fonctions, M. Pierre Bouchez, inspecteur administratif, est nommé liquidateur de chacune de ces associations. Il sera assisté de liquidateurs adjoints désignés par décision du Directeur des Mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. »

Art. 2. — Le Directeur des Mouvements de jeunesse et d'éducation populaire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

(J. O. du 4 août 1945.)

Art. 3. — Les épreuves auront lieu aux dates ci-après :

Examen de culture générale : 20 et 21 septembre;

Autres épreuves : 21 au 23 octobre.

Art. 4. — Les registres d'inscription seront clos dans les directions régionales de l'éducation physique et des sports le 31 août 1945.

Art. 5. — Le Directeur de l'Éducation physique et des Sports scolaires et universitaires est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

(J. O. du 2 août 1945.)

ARTS ET LETTRES.

DISPOSITIONS COMMUNES.

Comité des juriconsultes de l'Architecture, des Lettres et des Arts.

Réorganisation.

1483. Arrêté du 27 juillet 1945.

(Vu O. 9-8-1944, O. 20-11-1944, A. 12-5-1927 mod. p. A. 22-3 et 14-3-1938.)

ARTICLE PREMIER. — Auprès des deux directions générales des lettres et arts et de l'architecture, un comité des juriconsultes est chargé de donner son avis sur les questions juridiques intéressant ces deux directions générales ainsi que sur les avant-projets de textes réglementaires émanant de ces deux directions générales et qui lui sont soumis. Il est appelé à se prononcer par décision du Ministre ou de chacun des Directeurs généraux. Par décision du Ministre, il peut également être appelé à connaître des questions intéressant une direction générale autre que celles auxquelles il est rattaché.

Art. 2. — Ce comité dénommé Comité des Juriconsultes de l'Architecture, des Lettres et des Arts, est composé d'un président, de deux vice-présidents et de six membres pris parmi les grands corps de l'État, les professeurs des Facultés de Droit, les magistrats, les avocats et les personnes ayant une compétence spéciale.

Les président, vice-présidents et membres sont désignés pour trois ans par arrêté du Ministre de l'Éducation nationale.

Art. 3. — Ont entrée aux séances du comité avec voix consultative les deux Directeurs généraux de l'Architecture, des Lettres et des Arts, ou leurs représentants.

Peuvent être appelés par le président du comité à prendre part à des séances, avec voix consultative, les avocats, avoués et notaires de l'administration.

Art. 4. — Deux secrétaires du comité ayant au moins le grade de rédacteur à l'Administration centrale sont désignés, l'un par le Directeur général de l'Architecture et l'autre par le Directeur général des Lettres et Arts; chacun d'entre eux assure le secrétariat des séances et

la rédaction des procès-verbaux pour les affaires relevant de la direction générale à laquelle il appartient.

Art. 5. — La consultation du Comité des Juriconsultes ne fait pas obstacle à ce que des affaires, qui lui ont été soumises, puissent être renvoyées, par décision du Ministre, au comité du contentieux du Ministère de l'Éducation nationale et le Comité des Juriconsultes, pour les affaires dont il est saisi, peut toujours demander le renvoi à ce comité du contentieux.

Art. 6. — Sont abrogés les arrêtés des 12 mai 1927, 22 mars 1934, 14 mars 1938.

Est constatée la nullité des actes dits arrêtés des 22 mars et 22 octobre 1943.

Art. 7. — Les Directeurs généraux de l'Architecture et des Lettres et Arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

(J. O. du 2 août 1945.)

BIBLIOTHÈQUES.

Bibliothèque

de documentation internationale contemporaine et Musée de la Grande Guerre.

1484. Arrêté du 6 juillet 1945.

(Vu L. 22-7-1879, art. 2; O. 20-10-1944, art. 2; O. 20-11-1944.)

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la convention intervenue, le 28 juin 1945, entre le secrétaire général du Sénat et le directeur des bibliothèques de France, et dont le texte est annexé au présent arrêté, portant affectation provisoire de l'immeuble dit « musée du Luxembourg », sis à Paris, 19, rue de Vaugirard, à l'établissement dénommé « bibliothèque de documentation internationale contemporaine et musée de la grande guerre ».

Art. 2. — L'arbitrage prévu par l'article 2 de ladite convention sera confié au chef du Gouvernement.

Art. 3. — Le secrétaire général du Sénat et le directeur des bibliothèques de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.